

GÉS-1. VUE CAVALIERE DU SECOND XIXE SIECLE (1851-1914)

Surtout d'après :

- J.-J.Becker & St.Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.
- J.-Cl.Caron, *La nation, l'État et la démocratie en France de 1789 à 1914*, Armand Colin, coll. U, 1995, 364 p.
- D.Lejeune, *Les causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1992, 126 p.
- D.Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p.

Intro. :

la France est, au milieu du XIXe siècle, depuis longtemps une nation, une « communauté imaginée » (Colette Beaune) depuis le Moyen Âge, les Français sont patriotes. Sièyès dans *Qu'est-ce que le Tiers État ?* a défini la nation comme « un corps d'associés vivant sous une loi commune et représenté par la même législature ». Autrement dit pour lui la communauté nationale se définit par référence à l'organisation politique : c'est l'État-nation qui identifie la nation à l'État. Mais en ce début du XXIe siècle (l'Europe...) cette indentification de la nation à l'État est remise en question

les guerres ont joué un rôle décisif, en imprimant une marque profonde au sentiment national, modifiant sa force, son étendue et son contenu. L' « éternel retour des guerres », selon la formule-titre de Patrick Fridenson et Nathalie Moine ¹. Et ils ajoutent aussitôt, parodiant, la célèbre formule de Clemenceau : « La guerre est une chose trop sérieuse pour la laisser à l'histoire militaire » !

le terme de « pacifisme » apparaît pour la 1^{ère} fois, sous la plume d'un certain Richard de Radonvilliers, en 1845

une forme de guerre civile avec juin 1848, la résistance au coup d'État, mais pas au programme, lequel insiste bien sur le fait que ce n'est pas de l'histoire-bataille, paraphrasant sans le savoir (?) Hobbes : « Car la guerre ne consiste pas seulement dans la bataille et dans les combats effectifs »

les « aventures extérieures » du Second Empire, mais le grand conflit franco-allemand de 1870-1871, une première « débâcle », pour reprendre le mot-titre de Zola, aux conséquences très importantes

Revoir la chrono.

I. LA QUESTION DE L'ÉTAT

¹ En introduction au volume collectif A.Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, recueil d'articles parus dans *Le Mouvement social*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p.

1°) La différence avec la Nation

la Nation est une communauté organique, qui s'organise au XIXe siècle, avec l'idée du « vivre en commun », « ensemble », cf. Fustel de Coulanges et Renan, l'État est une construction, qui se fait, de manière complexe, au XIXe siècle : les « origines de la France contemporaine », selon le fameux titre de Hippolyte Taine (1828-1893)

la nation répond à un besoin identitaire, l'État à un besoin socialitaire. L'État est un producteur de sociabilité » (Charles Dunoyer, Dictionnaire d'économie politique, 1852)

la France est un État-nation précoce, par rapport à l'Allemagne et l'Italie. La « naissance » (cf. étymologie) de la nation s'y est produite tôt
concept sous-jacents : peuple, patrie,

importance du siècle des Lumières et de la Révolution française (au moins notion d'État garant du droit), réflexion au long du XIXe siècle grâce à Augustin Thierry, Henri Martin, Thiers, Mignet

symboles :

- le drapeau, tricolore pendant toute la période, mais avec question du drapeau rouge en 1848 (HP !) et du blanc sous l'Ordre moral
- l'inauguration du Triomphe de la République de Dabo, place de la Nation (voir *Débuts*)
- les mots, comme « la raison d'État », « étatismisme », « État de droit »,

nationalisme, bien sûr, qui sera développé toute l'année, mais notons immédiatement qu'il existe un nationalisme... d'extrême gauche, partiellement héritier du blanquisme, celui de Henri Rochefort

2°) Les définitions de l'État

géométrie variable : notion territoriale ou pas, État minimal ou État interventionniste, les définitions des dictionnaires sont souvent très riches : Littré donne 14 sens, le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse du XIXe siècle* lui fait occuper 3 pages. Même l'intervention de l'État est à géométrie variable : les libéraux s'accrochent très bien d'elle quand il s'agit de sauver des investissements non rentables, cf. la loi de 1842 sur les chemins de fer. Les socialistes du milieu du XIXe siècle sont divisés sur la question de l'intervention de l'État ; puis les guesdistes sont partisans d'une éco. collectiviste mais non étatisée

mais la question de la « forme du gouvernement » est au centre des définitions, avec des « théories » de l'État depuis le Moyen Âge

l'État-territoire :

- une sacralisation du territoire, cf. « la ligne bleue des Vosges »
- évolution de la notion de frontière, qui devient de + en + une « ligne », sur les « frontières

naturelles », cf. l'importance du Rhin

- n'a connu aucune modification de 1815 à 1851

3°) Le budget de l'État (nous y reviendrons dans le GÉS-5)

son augmentation, brutale sous Révolution française et Empire, est liée à la guerre !
pression fiscale reste stable au XIXe siècle, mais impôts directs déclinent en %, au profit des indirects

les quatre « vieilles » et la contribution sur les valeurs mobilières instaurée en 1872 :
 voir *Débuts*. Impôt sur le revenu : voir *BÉ*

le contrôle parlementaire du budget ne cesse de se renforcer

les finances publiques deviennent le domaine de spécialistes : Achille Fould (Second Empire), Rouvier et Caillaux (voir *Débuts*)

plus du quart des dépenses est consacré à la défense nationale, armée et gendarmerie, avec croissance : 25 % avant 1870, 38 % en 1900, 41 % en 1912

peu de poids, au total, des guerres du XIXe siècle, sauf l'indemnité de 1871 (voir *Débuts*)

l'État pèse sur l'éco. aussi par les arsenaux, les chantiers navals, les commandes au privé, les dépenses coloniales (plus de la moitié sont des dépenses militaires)

augmentation du nombre des fonctionnaires : de 500 000 (milieu siècle) à un million (1914)

élargissement des fonctions de l'État

APHG

II. AVANT 1870, AVANT L' « ANNEE TERRIBLE » (VICTOR HUGO) ¹

Des esprits profondément marqués par le tumulte des événements (guerres rév. et nap.) mais relecture d'écrits « pacifistes » comme Érasme, Montesquieu, Rousseau..., et souvenir du cosmopolitisme du siècle des Lumières. Mais Thomas More.

1°) Guerre, État et société sous la Seconde République

a) Le poids de la légende napoléonienne

La légende napoléonienne :

- Bonaparte, ou la magie d'un nom, mais il n'a pas laissé que des regrets pour ceux qui contestent sa légende, comme le poète populaire Auguste Barbier qui critique « ce rude et dur guerrier » qui a provoqué « pleurs » et « sang », « pour quelques rameaux de laurier »
- une composante bonapartiste de la rév. de 1830
- récupération par la Monarchie de Juillet
- légende soigneusement entretenue par Monarchie de Juillet, qui essaya de l'utiliser à son profit
- 1ère source : la plupart des familles comptaient un ancien membre de l'armée impériale, qui avait entretenu le souvenir napol. Cf. nombreuses gravures
- 2e : les almanachs pop., les images d'Épinal, les gravures (ex. : Raffet), les lithographies, reproduisant à des milliers d'exemplaires la figure de Napoléon et le récit de son épopée
- 3e : chansons, surtout celles de Béranger (qui en 1848 apparaissait comme le + grand poète fr. du temps !). Il devait l'essentiel de sa renommée à Nap., et il a eu des émules
- 4e : la tradition orale a fortifié le culte imp.
- * Les paysans se rappelaient que le blé se vendait bien sous l'Empire, ce qui avait changé sous la Restauration dès 1817 (par ex.)
- * De +, récits des batailles napol. par anciens soldats (cf. *Le Médecin de campagne*, 7 édit. 1833-1846, + les édit. séparées du passage intitulé "Histoire de l'Empire racontée dans une grange par un soldat")
- 5e : dans les écoles, sous la Monarchie de Juillet, les récits de lecture faisaient une large place à l'épopée imp.
- Cf. *Le Journal des Débats* du 9 août 1840 : "L'image de Nap. est partout, on la retrouve dans les + humbles chaumières comme sur nos monuments publics."
- Dans le subconscient coll. des pop. rur., la condamnation de Louis Napoléon Bonaparte et le retour des Cendres dans Ste-Hélène (1840) ont associé le neveu de l'Empereur et le renouveau du culte impérial
- grande ambig. et grande div. des signif., bien sûr

¹ Surtout d'après J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.

- en province, la mort des anciens soldats de l'Empereur, les inaugurations de statues, entretenaient le culte nap.

- un phénomène culturel et politique

- un « Napoléon du peuple » est créé

L'utilisation de la légende en 1848 :

- aux élections d'avril à la Constituante de nombreux candidats se présentèrent en mentionnant leur participation aux guerres nap., ou, à défaut, les services de leur père. Et c'est surtout la participation aux derniers combats de l'Empire qui est signalée (raisons démogr., c'étaient les batailles les + pop., les + "nationales")

- l'influence des souvenirs nap. sur le suffrage universel est + forte, dès le mois d'avril, dans les camp. que dans les villes, dans les régions agric. que dans les foyers ind. et les grandes aggl. où la q. soc. est davantage abordée. C'est à Paris que la camp. électo. fait le - appel aux souv. napol.

- Louis Napoléon Bonaparte est en juin 1848 élu :

* élection d'un même homme dans plusieurs dép. en avril à l'Assemblée constituante rendait nécessaire de nouv. élections afin de nommer 40 nouv. dép.

* en juin, Louis Napoléon Bonaparte élu (outre Seine) dans Yonne, Corse, Char. inf. Obtient voix dans l'Eure, la Sarthe, etc.

Voix ouvrières ou voix rurales

* annonce de ces succès ⇒ exploitation (médaill. lithogr., biogr., presse, etc.)

⇒ inquiétude du gouv. et des partis ⇒ dém. de Louis Napoléon Bonaparte

- nouvelles élections partielles nécessaires (élections multiples d'un même candidat, démissions, comme celle de Louis Napoléon Bonaparte, morts de représentants). Louis Napoléon Bonaparte candidat à ces nouvelles élections, qui doivent se dérouler le 17 septembre dans 13 départ. (très variés).

- Sa candidat. s'appuie - sur journaux que sur affiches, sur une propag. orale qui réveille aisément les souvenirs napol.

- Il est réélu en Char.-inf., en Corse, dans l'Yonne, dans la Seine aussi, est élu dans Moselle, grâce aux voix rurales surtout

- Ce succès est interprété par tous les journaux comme un échec de l'op. publique engagée, encadrée

- Louis Napoléon Bonaparte choisit l'Yonne et entre donc à l'Assemblée nationale 26 sept. 1848

- toute une propag. bonap. s'est donc dév. en juin, puis en sept. Elle orienta sur la personne de Louis Napoléon Bonaparte tout le prestige du nom de Napoléon, mais elle n'obtint si aisément son but qu'en raison de la vitalité et du rayonnement du culte, du mythe napol.

b) Guerre, nation et patriotisme

Les aspects à voir par soi-même dans la « base » :

- la question du drapeau en 1848
- le « printemps des peuples » et son iconographie
- le personnage de Louis Napoléon Bonaparte, et l'importance de son élection (+ biographie dans le dossier biographique)
- la question de l'aide à la Pologne
- l'importance de l'expédition de Rome >>> une « question italienne »
une **forme de guerre civile** avec juin 1848, la résistance au coup d'État

Ile République placée sous le signe de **la Nation** : question du drapeau, autres symboles, type timbre-poste, désir de secourir la Pologne, personnage de Louis Napoléon Bonaparte, expédition de Rome, rôle des militaires (Changarnier...), arrière-plan de l'Algérie, coup d'État, etc.

phénomène d'opinion au moment de l'élection présidentielle de 1848

comme à l'étranger, États-Unis surtout, se fondent en France quelques « sociétés de paix », comme la **Soc. de Paix de Paris**, fondée 1844 par Eugénie Niboyet (militantiste féministe par ailleurs), avec revue *La Paix des Deux Mondes*. Evolution de **Victor Hugo**, de surcroît « européeniste » (États-Unis d'Europe, 1849), pour garantir la paix (un courant « fédéraliste » s'en suit). Tous les **socialistes**, pas seulement les marxistes, fort rares en France, sont pacifistes.

l'importance de 1851-1852 :

- choix double de la date du 2 décembre, une instrumentalisation de l'histoire
- choix du plébiscite par Louis Napoléon Bonaparte
- *rétablissement* de l'Empire, abattu par l'étranger, avec surcroît du souvenir d'exactions (réellement nombreuses, // exactions françaises années antérieures) et de Louis XVIII revenu « dans les fourgons de l'étranger »

un enracinement des valeurs nationales et patriotiques sous le Second Empire : la gloire est une composante essentielle du bonapartisme, un culte politique officiel de la nation, école, suffrage universel, le ressort du sentiment national à plusieurs reprises met la nation au-dessus des « partis »

2°) La politique extérieure de Napoléon III

a) Guerre, État et opinion, dans le cadre du césarisme démocratique

Napoléon III manie souvenir historique de la gloire impériale, thématique guerrière et aspiration de l'opinion à la grandeur nationale :

- il s'agit d'abattre les traités de 1815, idée répétée jusqu'au bout

- réinterprétation des guerres napoléoniennes dans sens d'émancipation des peuples européens (lecture classique du *Mémorial de Sainte-Hélène*)
- une politique et des guerres dites « défensives », cf. le fameux « l'empire c'est la paix » du discours de Bordeaux (octobre 1852), encore que la « paix » soit à ce moment présentée comme intérieure ET extérieure >>> la politique de prestige est réorientée vers l'intérieur, cf. l'haussmannisation.
- >>> une grande ambiguïté ! >>> Les milieux d'affaires sont méfiants, cf. le baron James de Rothschild : « L'Empire, c'est la paix : plus de paix, plus d'Empire ! », cf. le président du Corps législatif, Billault, lors de la cérémonie, convenue, de proclamation des résultats du plébiscite de décembre 1852 : « Tout en gardant un fier souvenir des grandes choses de la guerre, la nation espère surtout en vous pour les grandes choses de la paix. »
- et des « aventures militaires » !
- Or, le Second Empire est un régime d'opinion, le 1^{er} régime d'opinion en France
 - une mise en scène guerrière : organigramme et iconographie officiels, images d'Épinal, chansons, défilés de la victoire (Crimée d'abord, avec blessés en tête, Italie le 15 août, Saint-Napoléon, fête annuelle du régime), du départ pour l'Italie (dans quartiers ouvriers, faubourg Saint-Antoine surtout). Il y a une véritable popularité ouvrière de Napoléon III (« Vive Poléon ! »), visible dans les déplacements et le départ pour la guerre d'Italie.
- Les relations internationales entre 1851 et 1870 présentent des différences considérables avec celles des périodes précédentes. De 1815 à 1848, l'Europe avait été calme : pas de guerre, peu de changements de frontières. De 1848 à 1850, l'Europe avait connu un vaste bouleversement, d'origine populaire, que les États avaient pu réprimer, si bien qu'on en était revenu au *statu quo*. Au contraire, pendant le Second Empire, quatre guerres vont se dérouler entre les grandes puissances et un changement fondamental de la carte va s'opérer avec la formation de l'unité italienne et la formation de l'unité allemande.
- Cette atmosphère nouvelle s'explique certes par le développement des forces nationalistes en Europe. Mais elle a aussi une autre origine : l'action personnelle de Napoléon III.

b) Les buts de Napoléon III

Les succès extérieurs = preuves et garants de la force du régime. Ici encore, ils sont voulus :

- cf. buts de NIII, exprimés dans ses *Rêveries politiques* (1831) et ses *Idées napol.* (1839)
- principe des nat.
- revanche / traités 1815
- moyen faire oublier despotisme intérieur
- cf. G. Crimée (1854-1856) & participat. à la G. d'It. (1859)
- Napoléon III était un personnage mystérieux, peu communicatif. Il est donc difficile de

connaître ses vues sur la politique extérieure. Les passions politiques qu'il a soulevées font que les historiens l'ont ou bien loué sans réserve, ou bien critiqué sans pitié. On peut essayer de s'en faire une idée plus objective. Louis-Napoléon a reçu de sa mère une éducation qui tendait à développer en lui le culte de Napoléon Ier. Il en est résulté un sens de la grandeur de la France — contre la politique timide de Louis-Philippe —, une haine profonde des traités de 1815, qu'il veut détruire.

Mais, dans sa brochure Les idées napoléoniennes (1839), il se fait de Napoléon Ier une image toute personnelle, fort différente de la réalité. Les idées napoléoniennes, ce sont les siennes bien plus que celles de son oncle.

D'autre part, son tempérament est généreux et mystique. Il aurait voulu combattre avec les Grecs avant 1830. Il participe momentanément avec son frère aîné à l'insurrection de la Romagne en 1831. Il a voulu ensuite aller au secours des Polonais révoltés contre les Russes. Son esprit est cosmopolite ; il est “ le premier des Européens ” (Ch. Pouthas). Il croit en une mission de la France et il pense que cette mission est “ une régénération de l'Europe par les nationalités ”. Idée de « concert européen », souvent formulée, et souvent caricaturée

Résolument pacifique — “ L'Empire, c'est la paix. C'est la paix, car si la France est satisfaite, l'Europe est tranquille ”, — il ne veut pas que cette paix soit acquise au prix de concessions. “ Il y a une politique aveugle et passionnée, qui voudrait jeter le gant à l'Europe et détrôner tous les rois ; il y en a une autre qui lui est entièrement opposée et qui consiste à maintenir la paix en achetant l'amitié des souverains aux dépens de l'honneur et des intérêts du pays ; enfin il y a une troisième politique, qui offre franchement l'alliance de la France à tous les gouvernements qui veulent marcher avec elle dans des intérêts communs... Le troisième système est la politique napoléonienne. ”

Marcher avec la France, cela consiste à défendre le principe des nationalités. C'est là l'idée clé de la politique de Napoléon III. Avec ténacité, il encouragera, aidera à la formation des nations en Europe : Italie, Allemagne, malgré toutes les oppositions qui se font jour, notamment celle des catholiques pour l'Italie. C'est seulement à la fin de son règne qu'il en verra les dangers. Il avait des nationalités une idée claire : “ Les nationalités ne se reconnaissent pas seulement par l'identité des idiomes et la conformité des races, elles dépendent surtout de la configuration géographique et de la conformité d'idées qui naît d'intérêts, de souvenirs communs. ”

Il est difficile de savoir si son opposition aux traités de 1815 l'a amené à vouloir donner à la France ses “ frontières naturelles ”. Il annexera la Savoie et Nice. Il revendiquera en 1866 une partie de la Rhénanie, voire la Belgique — les Belges se sont sentis menacés pendant tout le second Empire —. Mais peut-être cela n'a-t-il été qu'occasionnel, alors que sa politique des nationalités a été une constante de son action.

À la différence de son oncle, Napoléon III rechercha avant tout “ l'Entente Cordiale ” avec l'Angleterre ; l'opposition de celle-ci au premier Empire avait en effet vaincu Napoléon

le Grand.

voir aussi le Plessis, pp. 17-19 ou le Yon

c) Les méthodes

La politique de Napoléon III a été très personnelle. Ses ministres des Affaires étrangères n'ont été que des exécutants. Très **secret**, il étudiait dans son cabinet tous les détails des questions, prenait sa décision, ne la révélait à personne jusqu'au jour qu'il s'était fixé. Il était alors inébranlable.

Mais cette fermeté dans la décision s'accompagnait d'indolence dans l'action. À la différence de son oncle, il répugnait aux actes rapides et hardis et préférait laisser agir le temps. Cela explique que, lorsqu'il aura en face de lui un Bismarck, il ne sera pas de taille à lutter.

Il tenait peu compte de l'opinion publique « éclairée ». D'ailleurs, celle-ci était divisée. Il y avait le groupe des saint-simoniens pacifistes, libre-échangistes (les frères Pereire, Michel Chevalier), qui auraient voulu tendre toutes les énergies vers l'expansion économique et la politique coloniale ; le groupe des impérialistes belliqueux, menés par son ancien compagnon Persigny et par les chefs militaires ; les catholiques qui répugnaient à l'unité italienne, mais soutinrent une politique active au Mexique, en Cochinchine. Au total, l'influence des groupes ne s'exerçait que si Napoléon III le voulait bien.

que montrent les rapports des fonctionnaires (préfets et procureurs généraux), incités à la sincérité ? ¹ :

- l'opinion profonde manifeste sa volonté de paix à chaque fois que se profile une crise internationale : question d'Orient (g. de Crimée déclenchée clairement contre le vœu de la population)
- la résignation apparaît une fois la guerre engagée, mais lassitude et découragement si piétinement (très net lors de la g. de Crimée)
- le « camp de la paix » est très composite avant déclenchement de la g. d'Italie, mais l'ultimatum autrichien au Piémont (23 avril 1859) provoque le retournement de l'opinion en faisant apparaître l'A. comme l'agresseur >>> un courant favorable à la guerre, même en milieu rural
- enthousiasme au moment du départ de l'empereur pour l'Italie, puis lors de l'annonce des victoires françaises
- mais l'armistice rencontre l'appui de l'opinion : pas de « bellicisme ». Mais les républicains trouvent les clauses insuffisantes
- pas de retournements de l'opinion dans le cas des « aventures » extra-européennes (Mexique surtout, très impop.)

La méthode de négociation qu'il préféra toujours fut celle des Congrès des grandes

¹ L.M.Case, *French Opinion on War and Diplomacy during the Second Empire*, University of Pennsylvania Press, 1954, 339 p.

puissances. Mais il ne put en organiser qu'un seul, celui de Paris en 1856.

3°) L'importance de la période 1866-1870

a) Un moment dramatique de cristallisation des aspirations contradictoires du régime et de l'opinion

La période qui s'ouvre à partir de la victoire prussienne de 1866, et qui s'étend jusqu'à la défaite de 1870, constitue un moment dramatique de cristallisation des aspirations contradictoires du régime et de l'opinion :

- Claude Digeon ¹ a montré l'admiration pour l'Allemagne dans les milieux dirigeants, les milieux intellectuels (la « savante Allemagne », expression de Renan), chez les libéraux : la Prusse protestante est vue comme un pays « moderne »
- mais un vieux contentieux et humiliation de la Prusse pendant l'empire napoléonien
- souvenir des brutalités prussiennes en 1814-1815

déjà en 1863, quand la Prusse soutient la Russie contre les Polonais, opinion française manifeste son hostilité, mais sans désirer une intervention française

au début de la crise entre Prusse et Autriche, l'opinion est en faveur de la paix ; dans son discours d'Auxerre (mai 1866) Napoléon III réaffirme ses objectifs traditionnels

- quand la guerre éclate l'opinion reste pacifiste
- foudroyante victoire de la Prusse à Sadowa, 3 juillet 1866 >>> évolution de l'opinion publique. Dans les régions frontalières, on en vient à croire que la guerre franco-prussienne est inévitable pour 1867 !

L'unif. all. met en lumière les contradictions de la politique des nationalités de Napoléon III :

- l'unif. all. (Conféd. de l'All. du Nord) est vraisemblablement un danger immense pour la France
- moyens militaires prussiens
- mais l'opinion est satisfaite de la neutralisation du Luxembourg en 1867

l'arrivée au pouvoir d'Émile Ollivier est celle d'un partisan déterminé de l'apaisement avec la Prusse

La grande confrontation de 1870 éclata donc au moment où l'éventualité d'une guerre franco-prussienne semblait s'éloigner

- une des conséquences : le renforcement du courant pacifiste :
- certains romans d'Erckmann-Chatrian
- Ligue internationale de la Paix, du libéral Frédéric Passy
- Union havraise de la Paix (Santallier)
- Congrès de la Paix de Genève (1867), présidé par Garibaldi, avec Naquet, Edgar Quinet

¹ Cl.Digeon, *La crise allemande de la pensée française. 1870-1914*, PUF, 1959, 568 p., réédition, PUF, 1992, 576 p.

- pacifisme de l'Internationale

b) La question de la « loi Niel » (1868)

- elle pose le problème de la conscription¹, désormais acceptée en temps de guerre (Crimée, Italie et même Mexique l'avaient montré), mais pas en temps de préparation de l'éventualité de la guerre : un « impôt du sang » ?
- Rien n'était plus étranger aux Français que le principe d'une répartition égalitaire de la défense de la nation par le biais d'une conscription obligatoire et universelle, perçue comme une réminiscence intolérable des levées en masse de la période révolutionnaire... et impériale, et finalement comme une atteinte aux libertés individuelles
- pour Napoléon III : nécessité d'une réforme militaire apparue après la g. d'Italie et surtout 1866 : un pays de 26 millions d'habitants a mobilisé rapidement 750 000 hommes, il a la capacité grâce à ses réserves d'une guerre longue >>>
- Napoléon III veut faire accepter au pays le principe d'une obligation universelle de défense nationale >>> il est entièrement à l'origine du projet de réforme
- les fonctionnaires impériaux signalent une levée de boucliers dans le pays avant même que le projet ne soit connu !
- l'opinion publique n'est nullement sensible à l'égalitarisme du projet !
- La crise touche directement à l'image que les Français se font de la défense de la nation
- débat au Corps législatif :
 - * la droite orléaniste défend le principe de l'armée professionnelle
 - * la gauche rép., peu représentée, prône la disparition des armées permanentes, le désarmement unilatéral (Jules Favre), des milices à la suisse (Jules Simon), tout en exaltant le souvenir de Valmy, victoire d'une armée « improvisée »
- la loi est votée à une majorité médiocre en janvier 1868, elle est en retrait par rapport au projet initial
- un refus manifeste de l'opinion française devant un effort militaire de temps de paix plus important qu'auparavant, avec une grande ambiguïté car il n'y a pas de refus de « faire son devoir », en temps de guerre !
- Nuance importante : si les tentatives de réunion de la garde mobile échouèrent, l'appel de la classe 1868, en avril, ne suscita aucun désordre
- les campagnes semblent prendre conscience en 1868-1869 des avantages de la loi (un service plus court, surtout) et l'exemption y est vécue comme une humiliation

c) L'entrée en guerre de 1870

¹ Cf. A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. ; A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. ; O.Royonette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

une crise courte (deux semaines pour ceux qui lisent les journaux, moins pour les autres, surtout à la campagne)

1^{ère} réaction de l'opinion : l' « émotion », terme utilisé par les autorités

2^e : idée d'une guerre « inévitable » et « nécessaire », avec un pays dont on se rappelle l'histoire (voir plus haut)

débat historiographique : une « guerre impériale » ou une « guerre nationale » ? En fait la réponse se situe entre les deux, ou plutôt elle dépend du moment considéré, *i. e.* de la chronologie des réactions françaises

La presse a renvoyé aux contemporains la vision d'une population de la capitale enflammée de patriotisme, et ce dès les débuts de la crise franco-prussienne, mais les 1^{ères} manifestations, populaires, ne sont signalées que le 7 juillet, et des réticences subsistent chez les bourgeois, les royalistes et les républicains (crainte de la consolidation du régime), qui se savent en porte-à-faux vis-à-vis du peuple. Bellicisme des manifestations du 14 juillet. Une fois la guerre déclarée (19), Paris continue de s'inscrire en pointe (références à 1792-1793, *La Marseillaise*, à nouveau autorisée), avec un mode émotionnel de retour pur et simple à la Révolution française

La réaction de la province est sensiblement différente : au début soit une hostilité à la guerre, dans une douzaine de départements sur 60 aux sources significatives, soit une « résolution patriotique » (une quinzaine), soit une acceptation de la guerre si elle est inévitable (une trentaine, soit la moitié) >>> un sentiment préalable d'acceptation de la guerre. Pas d'opposition Nord-Sud, mais un contraste villes/campagnes

Après le 15 juillet, le contexte change :

- on voit les effets du risque de guerre, surtout par l'appel de la garde mobile
- nervosité de la population, qui réclame des nouvelles ; de nombreuses rumeurs courent
- les manifestations de patriotisme deviennent plus nombreuses, surtout dans départements de l'Est, mais les manif. belliqueuses sont rares : des souscriptions patriotiques, des offres de lits pour les blessés, des dons en nature, importants
- des manif. d'enthousiasme lors du départ des troupes des casernes (les civils « accompagnent » les unités vers les gares), les soldats chantent
- l'apogée du sentiment national se situe sans doute au lendemain immédiat du 2 août, lorsque les troupes françaises remportent leur premier engagement à Sarrebrück : la « victoire » française balaie les ultimes réticences, suscite l'exaltation collective : un très bref moment d'euphorie patriotique et guerrière et de quasi unanimité nationale, tombé ensuite dans un oubli total !
- le régime impérial a donc réussi à susciter un embryon d'Union sacrée, d'autant que la droite bonapartiste exploite le patriotisme, en vue d'une revanche sur le ministre Émile Ollivier, et en retrouvant les « sources » du Second Empire
- la gauche républicaine se rallie petit à petit à la guerre

- les oppositions qui subsistent :

* le clergé (« question romaine », évacuation de Rome début août)

* extrême gauche : des « actes » signalés (aigles arrachées, menaces de mort contre Napoléon III, cris de « Vive la paix »...)

- la guerre suspend donc l'essentiel du combat politique, fruit de l'œuvre du Second Empire et de l'époque du Second Empire, mais elle devient vite la guerre de la nation

- comparaison possible, évidemment, avec l'entrée en guerre de 1914

le Second Empire perd sa légitimité avec la défaite de 1870 >>> *capitulation* de Sedan et abdication

APHG

III. APRÈS L' « ANNEE TERRIBLE » (VICTOR HUGO), DE 1870 À LA BELLE ÉPOQUE ¹

1°) 1870-1871, le tournant de la grande défaite

Une série de revers début août, devant un adversaire unique (X 1814-1815), régence de l'impératrice, puis défaite de Sedan et captivité de Napoléon III : une situation tout à fait inédite, un véritable ébranlement du II de ce cours, une crise d'identité, une humiliation nationale, aux conséquences capitales

a) Les soldats

les sources manquent, mais :

choc de la dureté de la campagne : puissance du feu, taux de pertes très élevé (davantage du côté prussien pour les premiers combats), même parmi les officiers supérieurs, peu de prisonniers jusqu'à Sedan, dernières grandes charges de cavalerie, un héroïsme militaire qui a été par la suite considéré à tort comme un mythe

l'image de l'adversaire est longtemps floue chez les simples soldats

La résolution de l' « armée du Rhin » persiste même longtemps après Sedan, cf. armée de Metz, où officiers manifestent un véritable désespoir.

C'est chez les officiers de Metz prisonniers en Allemagne que va germer l'idée de Revanche

formules de F.Roth, La Guerre de 1870, Fayard, 1990, 778 p., p. 171 : « En 1870, il n'y a jamais eu de front continu. C'est une guerre de mouvement, où l'on marche beaucoup plus que l'on se bat. La recherche de l'adversaire prend plus de temps que le combat. La bataille classique se déroule dans la journée ; elle commence avec le jour et s'interrompt à la nuit ; il est rare qu'elle reprenne le lendemain. Presque toujours, ce que nous appelons par commodité une bataille est une succession de combats isolés dont les liens les uns avec les autres sont très ténus. [...] Dans ts ces combats, les Allemands sont toujours les attaquants. Les Français, pourtant sur leur territoire national, s'établissent sur des positions défensives difficiles à prendre de vive force. »

b) Les civils

autorités impériales de province signalent d'abord des réactions de tristesse, d'anxiété, d'émotion, parfois de très grande inquiétude, surtout dans les villes. Phobie de l'espionnage, surtout à Metz. En Dordogne, les paysans de Hautefaye, étudiés par Alain Corbin ², dans un accès de patriotisme et de bonapartisme blessés, massacrent le 16 août un gentilhomme légitimiste, transformé en victime expiatoire. Contexte de faim de nouvelles,

¹ Surtout d'après J.-J.Becker & St.Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.

² A.Corbin, *Le village des cannibales*, Aubier, 1990, 204 p., réédition, Flammarion, coll. « Champs », 208 p.

de rumeurs, quelques phénomènes de panique collective dans des zones menacées d'invasion. Les tentatives impériales de mobilisation générale se heurtent toutefois à des résistances ; des mouvements d'indiscipline dans des lieux de rassemblement de la Garde mobile.

Une certaine forme d'optimisme patriotique se rétablit progressivement au cours du mois d'août, d'autant qu'on connaît alors mal la situation de Metz. Des engagements volontaires parmi les citoyens, dont dans les compagnies de « francs-tireurs » formées en août, des villages menacés par l'ennemi résistent par les armes

défaite de Sedan (communiqué gouvernemental : « Français, un grand malheur frappe la patrie ») provoque une immense surprise, un choc émotionnel, un abattement

Même dans les grandes villes, surveillées de près par les autorités impériales, ces aspects relativement rassurants des réactions de l'opinion, qui cohabitent avec le deuil patriotique, contribuèrent à tromper largement les représentants du pouvoir sur l'ampleur de la perte de légitimité subie par le régime du fait de la défaite militaire. C'est pourtant cette « délégitimation patriotique » de l'Empire qui constitue le ressort profond de la révolution du 4 septembre

c) Le Quatre Septembre et le gouvernement de la Défense nationale

Le Second Empire est ébranlé réellement (cf. Débuts) par les défaites : dès les 8 et 9 août éclatent à Paris des manifestations.

déception très forte dans les grandes villes >>>

- premiers troubles politiques à Marseille et Lyon dès lendemains de la nouvelle des défaites du début août. À Lyon, une éphémère « commune » dès le 13 août

- reprise avec nouvelle de Sedan :

* À la nouvelle de la capitulation de Sedan et de la capture de l'empereur (2 septembre), la déchéance du régime est réclamée dans les milieux politiques. La République est proclamée le lendemain à Lyon, puis à Marseille et à Bordeaux, sans attendre l'initiative parisienne.

* Comité de Salut public à Lyon dès le 4 Septembre ; occupation de l'Hôtel-de-Ville de Marseille le 4 aussi.

* Au total, dans les grandes villes républicaines, la révolution n'a pas eu besoin de l'impulsion parisienne : elle a même parfois commencé avant le soulèvement de la capitale !

à Paris :

- Dans la capitale, pendant que le Corps législatif délibère, la foule manifeste avec colère pour la République le dimanche 4. Gambetta proclame la déchéance de l'Empire, prend avec Favre et Ferry la tête des manifestants qui se rendent à l'Hôtel de Ville, où la République est proclamée. Deux listes s'affrontent pour la formation d'un gouvernement provisoire, mais la plus avancée (Blanqui, Flourens, Félix Pyat...) doit s'effacer devant celle

que les modérés font acclamer par la foule. Sous la direction du général Trochu et de Favre, elle est composée en majorité de députés de la Seine. Favre, vice-président, a le portefeuille des Affaires étrangères, Gambetta l'Intérieur, Simon l'Instruction publique et les Cultes, Picard les Finances, Adolphe Crémieux la Justice, le général Le Flô la Guerre, l'amiral Fourichon la Marine, Dorian les Travaux publics, Magnin le Commerce, les autres membres étant Rochefort, Glais-Bizoin, Emmanuel Arago et Garnier-Pagès, tandis que Ferry est nommé maire de Paris.

- La foule parisienne n'a obéi à aucun « complot républicain » et a réagi de manière totalement spontanée

- pas de violence, aucune barricade, aucun bâtiment n'est attaqué, pas même les Tuileries, seuls quelques emblèmes impériaux et plaques de rues sont attaqués : une violence symbolique, un « constat de décès » (René Rémond, dans *La vie politique en France...*)

- le Gouvernement de la Défense nationale procède à un véritable exorcisme de la défaite militaire : délégation de Tours, enfermement du reste du gouvernement dans Paris, Jules Favre le 6 septembre : la France ne cédera « ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses forteresses »

grand mythe de la « patrie en danger » :

- en province, les préfets cèdent souvent la place sans problème

- action de Gambetta (voir *Débuts*)

- association mentale immédiate entre 1792 et 1870

- 30 500 engagements volontaires en septembre ; la classe 1870 se rassemble parfaitement ; la garde mobile demande très souvent à être envoyée au feu, *i. e.* à Paris pour empêcher l'investissement ; beaucoup de conseils généraux votent des sommes considérables pour l'armement et l'équipement des troupes ; des paiements d'impôt par anticipation ; de fréquentes demandes d'armes de la part des villes

- une certaine réserve campagnarde, mais sans résistance aux levées d'hommes

une nouvelle trêve politique, une cristallisation d'une seconde « union sacrée » autour du gouvernement de la Défense nationale, alors que les républicains sont fort minoritaires dans le pays :

- les autorités bonapartistes se rallient bien souvent au nouveau régime, pour des raisons patriotiques

- id. pour les journaux bonapartistes parisiens

- une forme de « sursis », accordé par les monarchistes, les campagnes, etc., pour le Gouvernement de la Défense nationale, le temps de la guerre

- la trêve se rompra du fait de l'extrême gauche d'abord dans les grandes villes et à Paris, puis à droite

- primat de l'idée de nation sur les autres clivages

la 1^{ère} grande contestation du Gouvernement de la Défense nationale : le mouvement fédéraliste :

- La gauche extrême essaie d'organiser après le 18 septembre une « Ligue du Midi pour la défense de la République » groupant 15 départements, distincte du pouvoir central, et qui fut dissoute le 28 décembre.
- Il y eut aussi une Ligue du Sud-Ouest, fondée à Toulouse le 7 octobre.
- Bakounine tente un coup de force à Lyon le 28 septembre.

d) La province, les soldats et les nouveaux échecs militaires

l'effort militaire du Gouvernement de la Défense nationale, surtout de la délégation de Tours : voir *Débuts*. Un effort infiniment moindre avait été refusé en temps de paix, en 1866-1868 !

Progressivement, c'est le principe de la conscription obligatoire et universelle, de la « nation en armes », qui entre en vigueur. Mais, dans les faits, les difficultés de mise en mouvement, d'équipement et d'instruction d'une telle masse d'hommes forcent à échelonner les levées : la guerre s'achèvera avant que les chargés de famille ne soient en mesure de porter l'uniforme de manière effective

Le résultat de ces difficultés va peser lourd sur l'opinion forgée par soldats et civils sur l'action du Gouvernement de la Défense nationale

Le Gouvernement de la Défense nationale est opposé à une guerre de francs-tireurs, il veut une conduite centralisée de la guerre, avec des armées de type classique et une stratégie classique

chronologie d'ensemble :

- succession de mauvaises nouvelles en septembre et octobre
- début novembre : l'armée de la Loire remporte la bataille de Coulmiers et reprend Orléans, tandis que se forme une armée du Nord sous le commandement de Faidherbe >>>> rétablissement du moral

- de la fin novembre au début janvier : évanouissement de l'espoir de dégager Paris, la Délégation doit quitter Tours pour Bordeaux, succession de défaites, l'armée Bourbaki se réfugie en Suisse, capitulation de Paris 28 janvier >>> crise du moral >>> grand nombre de prisonniers, désertions nombreuses de soldats qui « rentrent chez eux », des mutineries

invasion et occupation (plus d'une trentaine de départements à la fin de la guerre) :

- parfois une certaine résistance spontanée, des phénomènes de panique et d'exode, des communes s'opposent à la résistance militaire française ou vont au devant des réquisitions allemandes. L'attitude de Nogent-sur-Seine est à la limite de l' « intelligence avec l'ennemi »
- par contre, des communes se défendent toutes seules (garde nationale) jusqu'à fin janvier
- la condamnation républicaine de la ruralité est donc sommaire et manichéenne
- l'appareil militaire allemand est de + en + puissant

- une « brutalisation » de la guerre dès 1870-1871, dont le sort des prisonniers algériens de 1870-1871, qui sont systématiquement tués immédiatement après leur capture par les Allemands
- une occupation dure : réquisitions, logement de troupes, prises d'otages, exécutions sommaires, mise en place d'une administration spécifique, disparition des moyens d'information libres
- C'est en Alsace et en Lorraine, que leurs habitants savaient promises à l'annexion en cas de défaite française (sans qu'ils sachent d'ailleurs quel serait le tracé de la nouvelle frontière), que les réactions semblent avoir été les plus vigoureuses : résistance passive, quelques attentats et sabotages, à Strasbourg puis dans campagnes >>> répression particulièrement sévère >>> disparition en Alsace-Lorraine de l'image du « bon Allemand », au profit de l'image répulsive du « Prussien », « barbare », une « race infecte »
- d'une façon générale on assiste à une transformation rapide en France de l'image de l'Allemand, qu'on va retrouver chez les géographes ¹

Dans les départements non occupés et loin de la guerre :

- « effort de guerre » pèse, baisse des engagements volontaires
- une timide propagande de guerre française
- c'est la capitulation de Paris (28 janvier), confondue avec l'armistice (cf. Débuts) qui constitue le point de rupture décisif : surprise, fin d'un mythe, clivage entre grandes villes républicaines et reste de la province, qui attend la fin prochaine de la guerre, un désir de paix présenté dans *Débuts*

e) Les élections du 8 février 1871

Les conditions de base : voir *Débuts*

les républicains sont profondément divisés

les résultats : voir *Débuts*

le vote de Paris est un vote radical et jacobin et au total un vote contre la paix

f) Paris et la Nation

Paris ne fut pas seule ville fortifiée assiégée et on ne constate aucune uniformité dans le comportement des populations assiégées

bellecisme du mouvement révolutionnaire, son évolution et la Commune : voir *Débuts*

Conclusion

Une étape décisive dans l'achèvement de la nation

une « répétition générale » de 1914-1918 et le socle de l'étonnante résistance française de la Première Guerre Mondiale est pour une part constitué

¹ Cf. Pierre Herrmann, *La géographie française et l'espace allemand (vers 1820-1890)*, Mémoire de M2, IEP de Paris, 2012

une certaine forme d'acceptation de la guerre se manifeste tôt, et... dans le cadre du programme

on ne peut pas opposer totalement villes et campagnes

une nouvelle image de l'Allemand

2°) Identité nationale, Revanche et nationalisme de 1871 à la fin du siècle

La guerre laisse une trace très profonde dans les mentalités et l'espace intellectuel le contexte est, de plus en plus, à la fin du siècle, celui du darwinisme social, la paix éternelle étant un cauchemar (!)

a) L'identité nationale

amertume et repentir : fête impériale, éducation des jeunes Français, complexe vis-à-vis de l' « instituteur prussien », ignorance de la géographie, etc.

les « retards » : les paysans, d'après Eugen Weber¹, très discuté, mais retard du français sur les patois dans nombreux villages, difficultés de l'information, de la circulation, etc., mais le français est très largement compris

et 87 % des ouvriers paris. savent lire et écrire en 1860, en 1829, 45 % des conscrits savent lire. 60 % en 1850, 80 % en 1872, un peu partout, la figure de l'illettré, qui ne peut déchiffrer seul le billet d'un fils soldat, devient répulsive, etc.

et problème fondamental, largement débattu à la fin du siècle : la langue fait-elle la nation ?

b) Renan et Taine

Pourquoi la défaite ? que faire ?

imp. de E. Renan², *La Réforme intellectuelle et morale de la France*, 1871, réédité en 1990 (Complexe) :

- centré sur la définition de la nation et... regret que l'Allemagne soit devenue une nation et que France et Allemagne soient opposées, séparées par un abîme (toujours sa « savante Allemagne », voir plus haut) ! Il oppose l'Allemagne, philosophique et poétique, à la Prusse qui n'est que force (il y a beaucoup d'autres stéréotypes nationaux dans l'ouvrage, notamment sur la France et les Français)
- la Révolution française a affaibli la France, exaltant l'individu, centralisant la France, rompant avec la royauté
- la démocratie est « une maison de sable »
- nécessité d'une solide instruction nationale : il rejoint Jules Ferry et sa fameuse formule.

¹ E. Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Fayard, 1983, 848 p., réédition, 1998, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1978 de l'édition anglaise, réédition dans la coll. « Pluriel », 2010, 717 p.

² 1823-1892. Célébrité grâce à sa *Vie de Jésus* 1864, brûlot qui présente le Christ comme un « homme admirable », ce qui lui avait valu la révocation du Collège de France.

bien connue des carrés

- nécessité d'un service militaire obligatoire pour tous

imp. d'Hippolyte Taine (1828-1893) :

- fulminant contre Jacobins dans ses *Origines de la France contemporaine* (contre Commune, de plus), publiées entre 1875 et 1893

- vocation d'enseignant et d'hist. mais ce républicain (alors) ne reçoit qu'une affectation en 6e à Toulon, après avoir échoué à l'agrég. ⇒ refus ⇒ œuvre littéraire, triple :

* études d'esthétique littéraire (/ La Fontaine par ex., sa thèse de doct., *Essai sur les fables de LF*) et artistique (*Philosophie de l'art*, 1882) : prod. litt. et esthétique a 3 causes :

"race" (disposition héréditaire)

"milieu" (climat et organisation sociale)

"moment" (événements hist.)

* études philo. Un philo. positiviste, voire matérialiste. Admirateur de la sc. et de la pensée alldes, il voit en Hegel le premier penseur du siècle.

* études politiques. Surtout les *Origines de la France contemporaine*, 11 vol., 1876-1899.

Quête de la "pathologie politique" propre de la Fr. ⇒ caractère artif. du jacobinisme ⇒ soutien des conservateurs et les national., en particulier ceux de l'Action française, se réclameront de la pensée positiviste, nationaliste et tradit. de T.

⇒ Il devient donc le chef de file d'une école néo-tradit. qui exalte respect des tradit., non plus c. avant 1870 dans perspective catho. et légiti., mais en raison d'une approche positiviste qui conduit à se méfier de tout ce qui est susceptible de bouleverser les cadres nationaux.

Un bon gouv. repose sur les élites ⇒ prône le suffrage à deux degrés

Participe avec Émile Boutmy à la création de l'École libre des Sc. polit.

conférence de Renan à la Sorbonne 11 mars 1882 : « Qu'est-ce qu'une Nation ? » :

- dans cadre débat sur l'Alsace-Lorraine, cf. la polémique Fustel de Coulanges-Mommsen (à la fin de la guerre, avec importance de la langue et de la race). Mommsen reprend certains des thèmes de Fichte, dans ses *Discours à la nation allemande*, prononcés en 1807-1808, et dans lesquels Fichte insiste sur le *peuple* allemand, victime de la force brutale (française)

- et du raisonnement selon lequel raisonner en terme de langues conduirait France et Allemagne à revendiquer tous les territoires de langues française et allemande, et donc à mettre l'Europe à feu et à sang

- le mot « Alsace-Lorraine » n'est pas prononcé, mais l'Alsace-Lorraine est au centre de la conférence !

- la nation ne peut être identifiée à une dynastie, à une race (car la déf. de la race évolue avec la science), à une religion (cohabitation de religions dans une nation, la religion est une chose individuelle)

- géographie : toutes les montagnes ne séparent pas, tous les fleuves ne réunissent pas

- « la langue invite à se réunir. Elle n'y force pas. » L'aspect linguistique est sous-estimé par Renan, c'est sa principale faiblesse

- « Une nation est une âme, un principe spirituel » : « legs de souvenirs », consentement présent, une solidarité, un désir de vivre ensemble,

c) La Revanche

le mot est prononcé pour la première fois par Gambetta, lors des obsèques du maire de Strasbourg, Küss, mort le soir de la ratification des préliminaires de Versailles : une revanche jacobine et cocardière

Victor Hugo, L'Année terrible : un recueil de poèmes, dont certains publiés pendant l'AT, classés par mois. Imprécations, douleurs, critiques, envolées littéraires pas franchement terribles (*sic*). Dans un poème, l'expression « l'année épouvantable », dans un autre « L'épreuve terrible ». Pierre Milza s'est servi du titre pour une relation très événementielle ¹

Charles Maurras : titres « La Déesse Revanche », « La Revanche, reine de la France » une « atmosphère morale » (Claude Digeon, *cf.* + haut) : ferveur patriotique, effort militaire, abondante littérature sur l'Alsace-Lorraine, exaltation de la Défense nationale, des actes des francs-tireurs, haine de l'Allemand, très nombreux portraits de soldats allemands

Edmond About (1828-1885), Le Roman d'un brave homme, 1880 :

- exactions allemandes

- davantage dans le cours GÉS-6

poèmes de François Coppée (1842-1908)

Paul Déroulède, né en 1846 : voir *Débuts*

un consensus ? :

- les légitimistes, ultramontains, considèrent que la France a été victime d'un châtement divin >>> volonté d'expiation, pèlerinages de Paray-le-Monial, vœur du Sacré Cœur (voir *Débuts*)

- les bonapartistes centrent en accusant les républicains d'avoir été incapables de redresser la Défense nationale

un culte de l'armée, l'« arche sainte » (Raoul Girardet), symbole d'unité nationale

la loi militaire de 1872 : voir *Débuts*. Compléter éventuellement avec A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p.

dans les années suivantes la durée du service est progressivement réduite ² :

- en 1877 elle est ramenée à 4 ans

- en 1879 à 40 mois

la loi militaire de 1889 : voir *Débuts*

conséquence : pendant vingt ans les forces militaires françaises équilibrent au moins les

¹ P.Milza, *L'Année terrible*, Perrin, 2009, 2 vol., 460 & 514 p.

² Cf. J.-F.Chanet, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 319 p.

forces allemandes, malgré la rapide croissance de la population de l'Allemagne

réorganisation du recrutement des cadres :

- loi de 1875

- 1876 : création de l'École militaire supérieure (elle devient l'École supérieure de Guerre en 1880, appelée couramment École de Guerre). Destinée à former des officiers d'État-Major

Nuances :

- l'armée ne se prépare nullement à prendre l'initiative d'une attaque, mais à la défensive : système Séré de Rivières de la Meuse au Jura (voir photocopie) : 166 forts, 43 ouvrages secondaires, 6 milliards de francs, soit plus que l'indemnité payée à l'Allemagne. Malheureusement la mise au point de l'obus à la mélinite en 1885 rend obsolète le système Séré de Rivières, qu'il fallut largement reprendre !

- il n'y a pas de politique étrangère de revanche, mais une pol. de « recueillement » sojus Thiers et pendant l'Ordre moral.

* Cf. la formule de Thiers dans ses instructions à l'amb. de France à St Pét. : « L'unique pensée du gouvernement, c'est de demander aux travaux de la paix la réparation de nos désastres. »

* paiement le plus rapidement possible de l'indemnité de guerre, pour obtenir la libération du territoire

- la politique coloniale (pas de « recueillement », cf. Débuts) éloigne la France de la Revanche

- si quelqu'un craint la Revanche (et y croit), c'est Bismarck : menaces de 1875, syst. bism. (voir Débuts)

- Gambetta adoucit sa position : nécessité « d'attendre dans le calme et la sagesse » >>> la gauche n'est plus pour la Revanche au tournant des années 1880

- or, la droite ne l'a jamais été ! >>> personne ?

- profondeur de l'hostilité à l'Allemagne, même dans *La Revue des Deux Mondes*, mais dans les professions de foi des députés élus en 1880 pas une fois le nom de l'Alsace-Lorraine n'est écrit !

- on peut se demander si la Revanche n'a pas existé seulement dans l'ordre du discours, dans le domaine de la polémique partisane, dans une « citadelle sentimentale »¹, comme le culte de Jeanne d'Arc à la même époque (voir plus loin)

- Quand Gambetta prononce sa célèbre formule, à propos de l'Alsace-Lorraine, « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais », un humoriste, Alphonse Allais, la retourne, et sur le fond, c'est lui qui a raison : « Parlons-en toujours, n'y pensons jamais » !

- grande prudence française au moment de l'affaire Schnaebelé (1887, voir Débuts)

- hostilité des républicains au boulangisme : *idem*

- de véritables tenants de la Revanche : Juliette Adam (1836-1936), femmes de lettres

¹ Henry Contamine, *La Revanche*

proche de Gambetta, rompt avec lui et fonde en 1879 *La Nouvelle Revue*, dont chaque numéro appelle à la Revanche et dénigre l'Allemagne

- Zeev Sternhell, dans *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Seuil, 1972, p. 95 : « La revanche était surtout un mythe, mais l'opinion publique désirait que ce mythe fût entretenu. »

d) Le culte de Jeanne d'Arc

- très grande variété des représentations figurées depuis XVe siècle
 - premiers doutes / virginité dès XVIe s., mais prodigieux succès de *La Pucelle* de Voltaire (1755)

Révolution française et Empire font passer au 1er plan dimension patriotique, jusque là totalement ignorée ⇒ nombreuses statues "à l'antique", dans cadre art néo-classique

1er grand succès sous Restauration et Monarchie de Juillet :

- causes : défaites contre coalitions menées par Angleterre, tribulations monarchie depuis 1789 plus traditionalisme, goût du Moyen Âge et meilleure connaissance de celui-ci

- très nombreux tableaux, véritables reconstitutions

- une héroïne à la fois incarnation de la Patrie et sainte de l'Église catholique

nombreux travaux historiques : Michelet, Henri Martin, Jules Quicherat, Henri Wallon.

puis apparitions du thème de l' incarnation de la France laborieuse par une robuste fille des champs, sous le Second Empire

grande vague ferveur johannique apportée par les désastres de 1870-1871

omniprésence icono. (sans grande innovation) sous IIIe République, avec tantôt :

- Jeanne "catho."

- J. "républicaine"

⇒ devient enjeu combat cléricaux-anticl.

- d'autant plus qu'étapes vers canonisation : déclarée vénérable 1894, béatifiée 1909, canonisée 1920

- statue de la place des Pyramides (par Frémiet) est érigée 1874

- Domrémy et Vaucouleurs deviennent lieux de pèlerinages

mais, nationalisme fin XIXe siècle cherche à en avoir l'exclusivité, cf. affaire de la fête de Jeanne d'Arc en 1894 :

- Joseph Fabre, républicain laïc et thuriféraire de l'héroïne, la propose au Sénat comme il l'avait fait à la Chambre des députés en 1884 ; S. accepte, mais ne sera pas suivi par Chambre des députés à cause de l'attitude de la droite, entre-temps (le même phénomène s'était déjà produit en 1884)

- catholiques et hommes de droite entendent accaparer au profit de leurs partis la popul. de l'héroïne, de façon à concurrencer le 14 juillet rép. (1ères grandes manif. de droite à la place des Pyr., par ex.)

⇒ la fête de J. d'A. est sujet de polémique ; le 14 juillet demeurera la seule fête nationale en France

nationalisme fin XIXe siècle cherche à en avoir l'exclusivité, d'où le scandale de : l'affaire Thalamas (1904) : voir BÉ, p. 98

e) La dérivation coloniale

une compensation, le mot étant proscrit avec véhémence

base des connaissances quant à l'expansion, aux chevilles ouvrières, etc. : voir *Débuts Paul Leroy-Beaulieu, De la colonisation chez les Peuples modernes*, 1874, 616 p. : « le peuple qui colonise le plus est le premier peuple ; s'il ne l'est pas aujourd'hui il le sera demain »

la colo. ne se pratique pas sans penser à ce qui vient d'arriver à la France, à la perte de l'Alsace-Lorraine :

- Gabriel Charmes dans *la Revue des Deux Mondes* : la France a d'autres frontières que la « ligne bleue », lieu de la « blessure saignante »

- Paul Gaffarel, prof. d'histoire de la Faculté des Lettres de Dijon, *Histoire des Colonies françaises*, 1880 : la décadence de la France est liée à la ruine de son ancien empire colonial

- abbé Raboisson, *Étude sur les colonies et la colonisation au regard de la France*, 1877 : l'Alsace n'était qu'une colonie, plus récente que l'Écosse ou l'Irlande pour l'Angleterre >>> il faut créer de « nouvelles Frances » !

- Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger : « Chrétiennes populations de l'Alsace et de la Lorraine [...] venez donc dans notre France nouvelle [...] »

- Francis Garnier : « Parce que nous avons été odieusement mutilés, est-ce une raison pour nous croiser les bras et ne faire aucun effort pour compenser (lui prononce le mot, donc), même à un plus faible degré la perte douloureuse que nous avons faite ? »

aboutissement : la politique coloniale de Jules Ferry :

- à la suite de Gambetta, trop tôt disparu, mais qui empêche l'évacuation de la Tunisie juste avant sa mort

- fierté nationale, « drapeau », « rang » (de grande puissance), « l'action », « expansion » (mot de G.)¹

- une véritable politique, résumée par Jules Ferry dans le grand débat de 1885 (voir *Débuts*)

- aspects éco., simple justification a posteriori ? Alfred Rambaud, chef de cabinet de Ferry en 1878 accorde de l'imp. aux facteurs éco.

concluons :

¹ Cf. aussi P.Milza & R.Poidevin dir., *La puissance française à la Belle Époque. Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque organisé en décembre 1989 par le Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (FNSE), le Centre de recherches d'histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg-III et l'Institut Pierre Renouvin (Paris-I), Bruxelles, Complexe, 239 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, n° 3-4, pp. 123-124

- les républicains opp. ont conscience que la France ne peut pas agir sur deux théâtres d'opérations en même temps
- mais ils ne peuvent pas le dire, ce sont leurs adversaires qui le font, cf. la fameuse formule de Déroulède sur les 20 domestiques et les deux sœurs

f) Le nationalisme, ses vecteurs et ses formes

le terme de « nationalisme » figure dans *Le Grand dictionnaire universel* de Pierre Larousse (1874) et la réalité apparaît au fond avant les grands mouvements nationalistes (une grande idée de Raoul Girardet)

Le nationalisme des années 70-80 se développe à gauche

le rôle de l'école :

- pour un Paul Bert, il faut donner une « âme » à l'école publique
- des chansons martiales (« Pour la Patrie un enfant doit s'instruire ; Et dans l'École apprendre à travailler [...] » pour les écoles maternelles !)
- des exemples patriotiques dans toute la presse scolaire : la candidate alsacienne à un examen qui fond en larmes parce qu'on l'interroge sur l'Alsace-Lorraine, exaltation de la langue française, etc.

- G. Bruno, *Le Tour de la France par deux enfants, 1877. Sous-tire : Devoir et Patrie.*

Épouse du philosophe Alfred Fouillée :

* marque la victoire des « romans pédagogiques ». Le plus fameux d'entre eux est *Le tour de la France par deux enfants* de G. Bruno (6 millions d'exemplaires entre 1877 et 1901) ; son auteur, Mme Fouillée, avait déjà écrit *Francinet*, toujours réédité sous la IIIe République.

* Poids de la guerre de 1870-1871 sur *Le Tour de la France par deux enfants*, de G. Bruno (1877) : Phalsbourg, Alsace-Lorraine, opinion publique rencontrée, marine de guerre de Toulon et Cherbourg, fortifications des villes, service militaire final, mais pas la Revanche, etc. ¹

grand nom = Ernest Lavisse (1842-1922) ² :

- et pourtant cet ancien chef de cabinet de V. Duruy (min. Instruction publique 1863-1869) et ancien précepteur du prince impérial (1868-1870) a gardé des sympathies bonap. (cf. sa corresp. avec son ancien élève), ne s'engage dans aucune grande bataille rép. : est plus un nationaliste qu'un républicain, et la ferveur patriotique de L. n'a pris les couleurs de la IIIe

¹ Pour aller plus loin hors du programme : P. Cabanel, *Le Tour de la nation par des enfants. Romans scolaires et espaces nationaux (XIXe-XXe siècles)*, Belin, 2007, 894 p.

² Cf. :

P. Nora, "Lavisse, instituteur national", dans P. Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, tome I, 1984, pp. 247-290. Contribution reprise de :

P. Nora, "Ernest Lavisse : son rôle dans la formation du sentiment national", *Revue historique*, juill. 1962, pp. 73-106.

P. Nora, "L'histoire de France de Lavisse", dans P. Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., tome II, 1, 1986, pp. 317-376.

E. Lavisse, *Souvenirs*, préface de J. & M. Ozouf, Calmann-Lévy, 1988, 287 p.

J.-P. Rioux, "Les métamorphoses d'E. Lavisse", *Politique aujourd'hui*, nov.-déc. 1975, pp. 3-12.

Rép. que lorsque, celle-ci déf. enracinée, la défense du régime s'est confondue avec la déf. de la nation.

- Fortifier la démo. rép., c'est désormais armer la France

- Il réussit à faire oublier son bonap.

- texte, célèbre, du programme fixé aux maîtres d'école :

"À l'enseignement hist. incombe le glorieux devoir de faire aimer et de faire comprendre la patrie... nos ancêtres gaulois et les forêts des druides, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux, Godefroy de Bouillon à Jérusalem, Jeanne d'Arc, Bayard, tous nos héros du passé, même enveloppés de légende... Si l'écolier n'emporte pas avec lui le vivant souvenir de nos gloires nat., s'il ne sait pas que nos ancêtres ont combattu sur mille champs de bat. pour de nobles causes, s'il n'a point appris ce qu'il a coûté de sang et d'efforts pour faire l'unité de notre patrie et dégager ensuite du chaos de nos institutions vieilles les lois sacrées qui nous ont fait libres, s'il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son drapeau, l'inst. aura perdu son temps."

- grande autorité dans Univ., à l'Acad. fr., au ministère de l'Instruction publique, dans maisons d'édition, nombreuses relations, ... ⇒ un "pape" de l'histoire officielle, sans disciple personnel : un "maître" collectif. Un "administrateur de l'histoire en France" (M.Crubellier), un "généraliste reconnu" (J.M.Bizière et P.Vayssière, *Histoire et historiens*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1995, 254 p. p. 165). A régné sur une sorte d'appareil de production et de distribution de l'histoire en France. Omniprésence.

- n'a rien d'un érudit : la thèse terminée, il fait faire par des élèves les travaux de recherches, il n'écrit qu'un seul article dans la *RH*.

- dir. de l'Histoire de France, subdivisée en :

* *Histoire de France des origines à la Révolution, 1903-1911*, IX tomes en 17 vol., dont un (le premier) de géo.

* *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919, 1920-1922*, IX tomes en 9 vol.

* publiée à un des rares moments d'équilibre de l'hist. de F.

* précédée du célèbre Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache (I,1)

* publiée chez Hachette

* beaucoup d'auteurs sont d'anciens élèves de L. ; exceptions : son ami Henri Lemonnier et Vidal, inévitable

* périodisation articulée selon les règnes, primat du politique, républicanisation, *a posteriori*, des règnes : reconstruction systématique de l'Ancien Régime en fonction de l'avènement de la Rép. et des thèmes les plus constitutifs de l'identité fr. : insistance sur les frontières, sur la vocation maritime de la F., sur les mauvaises finances du royaume, sur le manque d'unité

intérieure, etc.

- une histoire très descriptive, obsédée par les batailles, exagérément fidèle à la trame événementielle

- manuels très répandus, le *Petit Lavis* surtout (l' "évangile de la République", selon P.Nora dans *contribut. des Lieux de mémoire*). Mise en page avec nombreuses vignettes, culte de l'héroïsme. Manuels complétés par livres de lecture et fascicules d'instruction civique ¹

- hommes illustres jouent rôle primordial

- 2 principes dominants :

* révélation, conquête, de l'humanité par l'humanité

* rôle missionnaire, charismatique et prophétique assuré par la France

- ampleur de la tâche entreprise, véritable changement de la mémoire de la France, et surtout de la mémoire populaire

- particularités régio. et inégalités sociales sont estompées, manichéisme, apologie du régime rép. (une véritable démonstration de sa sup. dans une comparaison, un dialogue, avec la monarchie), de la Mère-Patrie : une conception militante de l'éducation

bataillons scolaires : voir *Débuts*. Institution légale 6 juillet 1882 (en vue du 14 juillet), à la suite des exercices de tir institués en 1871, des sociétés conscriptives. L'armée approuve officiellement : « Faites-nous des hommes, nous en ferons des soldats », dit le général Chanzy en 1882. Pas l'unanimité (les catholiques surtout sont hostiles). Déclin rapide et disparition officielle en 1892

Jean Macé et la Ligue de l'Enseignement dont devise : voir *Débuts*

mai 1882 : la Ligue des patriotes, avec pour fière devise « Qui vive ? France ! », pour président l'historien Henri Martin, pour délégué Paul Déroulède — connu depuis 1872 pour ses *Chants du soldat* — , et sous le patronage des grandes personnalités républicaines.

Cette ligue s'insérait en effet, initialement, dans le mouvement d'éducation civique et patriotique des fondateurs de la IIIe République ; elle atteint très vite des effectifs considérables, notamment parce qu'elle fédérait des soc. de gymnastique et des soc. de tir.

Constans dissout la Ligue des Patriotes en avril 1889, elle est recréée en novembre 1896

un glissement à droite à la fin des années 80, un « nouveau nationalisme »

- évolution personnelle de Déroulède

- évolution de la Ligue des Patriotes années 1885-1886, et Déroulède en devient président

- nouveaux buts : lutte contre la République parlementaire

- le boulangisme : voir *Débuts*

- >>> graves tensions au sein de la Ligue des Patriotes >>> les républicains s'en vont ² et créent dès 1887 l'Union patriotique de France >>> Déroulède est maître de la Ligue et lui imprime sa marque (nouvelle), mais les effectifs ont fondu et se sont transformés (beaucoup

¹ Comme *Tu seras soldat* (1888), écrit sous pseudonyme de Pierre Laloï.

² Mais certains comme Alfred Naquet restent jusqu'au bout fidèles au boulangisme.

de bonapartistes et de royalistes)

- les conservateurs ont réussi une prise en mains du nationalisme, cf., outre Dér., le baron de Mackau, Albert de Mun, le duc de Doudeauville >>> clivage avec beaucoup d'orléanistes, qui ne peuvent accepter la mise en cause du parlementarisme (ex. : Denys Cochin, 1851-1922)

- exploitation du thème de la dégénérescence et de la décadence, cf. programme HS de l'an dernier

g) Nouveau nationalisme et internationalisme, au tournant des deux siècles

après la déconfiture du boulangisme

scandale de Panama : voir *Débuts*

le nationalisme des ligues :

- rompt tout lien avec le courant républicain
- antisémitisme : Ligue antisémitique (voir *Débuts*)
- Ligue des Patriotes : voir *Débuts*
- Barrès : voir dossier biographique
- tentative de coup d'État du 23 février 1899 : voir *Débuts*
- Ligue de la Patrie française : voir *Débuts*

Le nationalisme de Maurras : voir *Débuts* et dossier biographique

« nationalisme et internationalisme rivalisent » (Maurice Vaïsse), au tournant des deux siècles :

- à cause de la situation internationale (alliance avec la Russie, Fachoda, etc.) >>>> la tension avec l'Allemagne est retombée et Émile Driant écrit, sous le pseudonyme de Danrit, *La guerre fatale*, qui met aux prises France et Grande-Bretagne ! Il fera la GG et sera tué à Verdun (cf. le polycopié)

- poids de l'AD

- toute une « gauche intellectuelle » prend ses distances avec le nationalisme : profs d'Univ., journalistes, artistes, etc.

- le radicalisme et le parti radical sont tout sauf nationalistes : voir *Débuts* et *BÉ* >>> loi militaire de 1905 (deux ans, voir *BÉ*), qui suscite la fureur de la droite nationaliste

- une fraction de l'opinion catholique réfléchit au problème de la paix : Alfred Vanderpol et sa Société Gratry, fondée en 1867 mais ranimée par lui ; il la transforme en 1909 en une Ligue des catholiques pour la Paix

- pacifisme des instituteurs, désormais loin des bataillons scolaires : ils sont approuvés par Ferdinand Buisson dans son *Manuel général de l'Instruction primaire* de 1905 qui définit une sorte de patriotisme pacifiste, de défense, humaniste

- l'antimilitarisme :

- * Abel Hermant et Lucien Descaves : voir *Débuts*
- * Rémy de Gourmont, « Le Joujou patriotisme », dans *Le Mercure de France* de 1891
- * les anarchistes et *L'Assiette au beurre* : voir *Débuts* et *BÉ*
- * la CGT de la Belle Époque : voir *BÉ* et Léon Jouhaux dans le dossier biographique
- * les partis socialistes et la SFIO : voir *BÉ* et diverses notices dans le dossier biographique
- * le cas de Jaurès : voir biographie dans le dossier biographique
- * Gustave Hervé et sa Guerre sociale : voir *BÉ* + sera davantage présenté dans le cours GÉS-6

mais dans son immense majorité la France reste la France des patriotes, pour reprendre le titre de François Caron¹

© Dominique Lejeune pour l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie

APHG

¹ F.Caron, *La France des Patriotes*, tome V de l' *Histoire de France* dirigée par J.Favier, Fayard, 1985, 640 p., réédition, Livre de poche, coll. "Références", 1993